

Document

Khalid Amayreh : La France n'est plus qualifiée pour jouer un rôle constructif en Palestine

(par Silvia Cattori - <http://www.voltairenet.org>)

11 mars 2010

Alors que le gouvernement israélien évoque une « paix économique » avec les Palestiniens, et que le gouvernement suggère une reconnaissance d'un Etat palestinien fictif —sans territoire, ni souveraineté—, Silvia Cattori a interrogé l'un des intellectuels phares de la Résistance palestinienne : Khalid Amayreh. Pour lui, les Occidentaux sont entrés dans une phase de déni de la réalité coloniale en Palestine, qu'ils ne perçoivent plus qu'aux travers de l'image que leurs Collaborateurs palestiniens leur rapportent.

Silvia Cattori : *Les grandes associations de solidarité avec la cause palestinienne publient immédiatement tous les écrits de militants israéliens et journalistes comme Michel Warshavski, Uri Avnery, Amira Hass, ou Gideon Levy, alors que peu de vos articles passent la censure. Ceci montre bien que le discours dans le mouvement de solidarité est biaisé, tronqué à volonté ; certes, on condamne l'occupation mais on ne remet pas en question la légitimité de l'État sioniste, la dépossession et l'occupation de la Palestine depuis 1948, etc. Comme si l'occupation n'avait eu lieu que depuis 1967. Mieux vaut être juif israélien pour être crédible quand on parle de la Palestine et d'Israël ?*

Khalid Amayreh [1] : Vos observations sont malheureusement exactes. Toutefois, il vaut toujours mieux voir la moitié pleine du verre proverbial. Le fait que ces gens soient arrivés à se rendre compte eux-mêmes qu'Israël commet des crimes et des violations des droits humains fondamentaux du peuple palestinien est un acte louable en soi.

Ce qui est plus important, c'est qu'un acte révolutionnaire ne peut se produire en dehors de son milieu naturel, historique et politique. Nous ne pouvons pas attendre de gens qui ont été élevés toute leur vie au sein de la religion de l'holocauste qu'ils se convertissent soudainement à l'antisionisme. En France, comme aux États-Unis et dans une grande partie de l'Occident, tourner le dos complètement à Israël et au sionisme, c'est perdre une certaine partie de son identité. Par conséquent, beaucoup de gens ne sont tout simplement pas prêts à subir la transformation souhaitée. Mon impression personnelle est que la transformation finale se produira alors que la résistance universelle au sionisme deviendra plus profonde et irréversible et que la futilité du soi-disant processus de paix deviendra plus évidente, ce qui est en train de se produire maintenant.

Silvia Cattori : *L'assassinat à Dubaï d'un cadre militaire du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh, a été abondamment commenté. Jamais l'image d'Israël n'a été aussi dégradée. Mais ne doit-on pas constater qu'aucun État ne condamne la politique israélienne d'assassinats ciblés de résistants palestiniens ? N'est-ce pas la démonstration que les hommes politiques occidentaux se refusent à voir l'affreuse et brutale politique de l'actuel Premier ministre Benyamin Netanyahou et de son ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman ?*

Khalid Amayreh : Voyez-vous, la politique internationale est très semblable à une maison mal famée. Les principes, y compris les soi-disant principes moraux, ne veulent rien dire face à la raison d'État. Dans les pays occidentaux, les dirigeants et les politiciens ne cessent d'affirmer les idéaux de liberté, de droits de l'homme et de démocratie. Mais quand ces principes entrent en contradiction avec l'opportunisme, ou sont soumis à un véritable test (par exemple, la victoire électorale du Hamas en 2006), ils sont laissés de côté au nom du réalisme et du pragmatisme.

La même chose s'applique au comportement d'Israël. Israël a toujours été une entité criminelle ; et l'Occident s'en est accommodé. Par conséquent, il serait naïf de s'attendre à ce que l'Occident connaisse un soudain réveil de conscience, juste parce qu'Israël a assassiné un dirigeant palestinien. Israël a toujours

commis de tels crimes, et l'Occident a toujours vécu avec ça ; donc il n'y a là absolument rien d'extraordinaire.

Silvia Cattori : *Quand le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu répète qu'Israël ne se retirera jamais de Jérusalem Est, ni ne reviendra aux frontières de 1967, ni n'autorisera les réfugiés palestiniens à revenir dans ce qui est maintenant « Israël », quel moyens avez-vous de faire entendre votre colère ?*

Khalid Amayreh : J'ai tendance à le croire, ce qui me convainc vraiment de la futilité de rechercher la paix avec Israël. Malheureusement, il est trop tard pour la paix avec Israël. Maintenant il y a, ou un conflit ouvert, ou un seul État démocratique sur tout le territoire de la Palestine mandataire du Jourdain à la Méditerranée où tous les habitants sont considérés comme des citoyens, sans distinction de religion et d'ethnie. Inutile de dire que ce concept est anathème pour Israël, puisqu'il conduirait à la perte de son identité juive.

Silvia Cattori : *Après avoir appelé à démembrer l'Irak, après avoir détruit le Liban et la Palestine, Israël veut maintenant s'attaquer à l'Iran. Le gouvernement du Président Sarkozy est ouvertement le plus acharné à soutenir Israël contre l'Iran. Mais est-ce bien l'Iran qui menace le Moyen-Orient ?*

Khalid Amayreh : Non, l'Iran ne représente en rien une menace pour le Moyen-Orient. L'Iran est encore très largement un pays du Tiers Monde qui n'a pas la capacité (et l'inclination) de poser une telle menace. D'ailleurs, l'Iran, contrairement à Israël, n'a pas mené de guerres d'agression dans les temps modernes.

À mon avis, la raison motrice derrière l'hystérie israélo-occidentale contre l'Iran est de s'assurer qu'Israël demeure la seule superpuissance, incontestée et incontestable dans le Moyen-Orient tel qu'il est aujourd'hui. Ainsi, les propos essentiellement phobiques concernant la possible destruction d'Israël par l'Iran sont de la foutaise [2]. C'est une insulte à l'intelligence des gens qui ne devrait même pas être évoquée par des gens sérieux.

Israël possède des centaines de têtes nucléaires et des bombes, ainsi que leurs vecteurs, ce qui signifie qu'il serait tout à fait insensé de menacer Israël. Certains prétendent que les dirigeants iraniens peuvent être « insensés » mais cela ne tient pas debout. Un pays qui a su se diriger au travers des terrains traîtres de la politique internationale ne peut pas réellement être insensé.

En dernière analyse, il s'agit d'un défi potentiel à la suprématie d'Israël dans la région, non à son existence, une situation qui dure depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. C'est ce qui irrite Israël et l'Occident.

Quant à Sarkozy, il manque de toute évidence de la rectitude d'un dirigeant honnête. Il est tout-à-fait une copie européenne de George Bush, mais qui ne possède pas l'énormité des moyens qui étaient à la disposition de ce dernier.

Silvia Cattori : *Comment la France — totalement alignée sur Israël comme elle l'est maintenant [3]— pourrait-elle bien, comme elle en affiche l'ambition, aider les Palestiniens à recouvrer leurs droits ? N'a-t-elle pas déjà perdu tout son crédit et son influence dans la région ? Quant à la stratégie d'Obama pour le Moyen-Orient n'a-t-elle pas déjà échoué ?*

Khalid Amayreh : La France n'est pas vraiment qualifiée pour exercer un véritable rôle constructif en aidant les Palestiniens à recouvrer leurs droits. La France, notamment sous le gouvernement actuel, est trop réticente, trop inconsistante, trop dépourvue de principes et trop séduite par le romantisme sioniste.

En effet, la France a démontré à maintes reprises que son cœur et son esprit appartiennent à Israël, non à la justice. En outre, l'attitude scandaleuse de la France lors de l'attaque génocidaire d'Israël contre la population de la bande de Gaza, il y a un an, était réellement un exemple classique de prostitution politique. Que peut-on dire d'autre d'une puissance internationale majeure qui a autrefois enseigné au monde le sens du mot liberté et qui est restée les bras croisés, à regarder passivement la pluie de mort déversée par « les nazis » d'Israël sur la tête des enfants et des femmes sans défense de Gaza sous le prétexte mensonger de l'auto-défense ?

Silvia Cattori : *N'avez-vous pas été choqué par l'appel à reconnaître un « État palestinien sans frontières », lancé par Bernard Kouchner le 21 février 2010, jour de l'arrivée à Paris du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas ? Si la France veut reconnaître un État palestinien, pourquoi devrait-ce être sans avoir défini ses frontières ?*

Khalid Amayreh : Oui, j'ai été choqué. Et je pense que beaucoup d'autres Palestiniens ont le même sentiment. La raison en est très claire. La proposition française pour la reconnaissance d'un État palestinien sans frontières devrait être considérée comme un euphémisme pour la liquidation de la cause palestinienne.

D'ailleurs, tout arrangement temporaire devrait consister en arrangements plus ou moins vagues, pour pouvoir être accepté par les deux parties. Et à partir de notre expérience avec les Accords d'Oslo, les accords vagues sont toujours interprétés par la partie puissante, en l'occurrence Israël, d'une manière qui sert les desseins israéliens, tandis que l'autre partie, les Palestiniens, n'a plus qu'à se livrer à un rêve éveillé.

Shimon Peres, le héros du massacre de Cana [4], n'avait-il pas dit « Je ne peux pas mettre un gardien sur les lèvres d'Arafat », lorsque le défunt leader palestinien avait déclaré que les Accords d'Oslo donnaient aux Palestiniens un État indépendant avec Jérusalem comme capitale ?

D'ailleurs, qui voudrait ou pourrait garantir qu'Israël ne considère pas les « frontières temporaires » comme des « frontières permanentes » ? Les États-Unis ? La France ? Le Royaume Uni ? L'Allemagne (on ne devrait probablement même pas mentionner l'Allemagne, étant donné son étreinte avec le nazisme israélien ! [5]) ? Voyez donc, ces puissances ne peuvent même pas obtenir d'Israël qu'il arrête la démolition d'une maison arabe à Jérusalem-Est, et encore moins forcer Israël à se retirer du territoire palestinien.

Silvia Cattori : *Dans un article cosigné avec Miguel Angel Moratinos [6], Bernard Kouchner a parlé d'un nouveau plan qui met à l'ordre du jour des négociations sur le statut final de l'État palestinien. Ici, encore, pensez-vous que c'est une solution crédible ? Le plan de Bernard Kouchner n'est-il pas un plan israélien ? Un plan « pour l'établissement des institutions et la création d'un État palestinien viable » que le Premier ministre palestinien Salam Fayyad, a fait sien en été 2009, et qui entend construire un État « dans les faits et sur terrain » pour 2011, par une multiplication de projets économique ? Qu'est-ce que cela vous inspire ?*

Khalid Amayreh : Je pense que ce plan n'est pas un plan du tout. Il s'agit plutôt d'un processus de tromperie à l'image du défunt processus d'Oslo. D'ailleurs, il est toujours ridicule et vide de sens de prétendre qu'un État palestinien viable peut être construit tandis que les Palestiniens croupissent encore sous une cruelle occupation militaire étrangère qui contrôle chaque aspect de leur vie.

Je crois sincèrement que M. Fayyad agit tout-à-fait comme *Alice au pays des merveilles*. C'est un homme qui a été parachuté d'Amérique du Nord en Palestine grâce à une décision du président Bush. J'ose dire qu'il ne connaît pas vraiment la nature quasi-nazie du régime israélien. En outre, il pense naïvement que le renforcement des institutions, probablement accompagné d'une reconnaissance internationale, pourrait créer un certain mécanisme, ou une dynamique, qui finirait par faire du proverbial État palestinien viable, une tâche réalisable.

À cela, nous les Palestiniens, qui avons déjà passé par tout ça, du début à la fin, nous disons un grand « Non ». Nous avons appris, à la dure, que la création d'un État avant la libération est un acte dangereux et un stupide jeu de hasard. Cela a été prouvé d'une manière éclatante au travers du processus d'Oslo, qui nous a donné l'annexion au lieu de la libération, et l'apartheid au lieu d'un État.

D'ailleurs, qui voudrait garantir qu'Israël ne lancera pas ses chars pour écraser toutes les institutions que M. Fayyad voudrait construire en coopération avec des gens comme M. Kouchner, en particulier si les Palestiniens devaient continuer à être confrontés à la permanence des « frontières temporaires » proposées maintenant ?

Silvia Cattori : *Salam Fayyad est un politicien que Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner voudraient voir installé définitivement au pouvoir. Luisa Morgantini, la dirigeante du mouvement de solidarité en Italie, considère Salam Fayyad comme un militant qui se bat aux côtés de son peuple. Qui est réellement Fayyad pour les Palestiniens ? Qu'a-t-il fait pour améliorer la vie quotidienne de son peuple ? Avez-vous vu moins de check points, moins de chômeurs sous son autorité ? Est-il vrai que la situation économique se soit*

améliorée en Cisjordanie, et qu'est-ce que cela signifie pour les Palestiniens sur le terrain ? Pensez-vous que Fayyad soit la bonne personne pour apporter une solution à la cause palestinienne ?

Khalid Amayreh : À mon avis, Fayyad est un homme qui s'efforce de mettre en œuvre le concept de « paix économique » de Netanyahou, dans lequel les Palestiniens, ou la majorité d'entre eux, accepteraient de troquer leurs aspirations nationales contre des emplois et de l'argent. En d'autres termes, il veut que nous nous contentions d'un « Etat » déformé, un Etat sans dignité, sans liberté, sans autorité, sans rien du tout, un petit avorton d'Etat qui serait perpétuellement soumis et asservi à Israël. Quant à Jérusalem, au droit de retour des réfugiés, aux nombreuses colonies juives qui continuent de s'étendre sur notre terre, ce ne sont en rien ses préoccupations. Sa préoccupation ultime est d'atteindre la « prospérité économique », mais aux dépens de nos droits légitimes et inaliénables, y compris le droit de se libérer « du nazisme israélien ».

Si la vision de Fayyad devait aboutir, ce qu'à Dieu ne plaise, nous serions condamnés à plusieurs décennies de servitude et d'asservissement par le colonialisme juif, le tout au nom de la paix.

Silvia Cattori : *Le peuple palestinien et sa cause ne peuvent que souffrir de la scission entre le Fatah et Hamas. En 2008, vous disiez qu'« il est impératif que les États membres de l'Union Européenne (UE), amorcent soit collectivement soit individuellement un dialogue avec le Hamas dans les plus brefs délais. Inutile de dire qu'un tel dialogue serait utile à toutes les parties concernées ainsi qu'à la cause de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient ». [7]. En octobre 2009 quand le Fatah et le Hamas étaient proches de signer un pacte d'unité nationale il y eut un espoir. Et pourtant la division demeure ? Comment imaginer qu'Abbas et Fayyad puissent être loyaux demain dans une coalition avec le Hamas, après toutes les trahisons que l'on sait ?*

Khalid Amayreh : Je ne suis pas très optimiste quant à une véritable réconciliation entre le Fatah et le Hamas. La raison en est que le Fatah, voire la totalité de l'Autorité palestinienne, n'a pas la volonté d'agir de manière indépendante, compte tenu du fait que tous deux sont presque entièrement tributaires pour leur survie financière des donateurs occidentaux et arabes pro-occidentaux.

En effet, la « raison d'être » de l'Autorité palestinienne maintenant, du moins du point de vue états-unien et israélien, est de combattre le Hamas ou au moins de freiner sa croissance. Cela n'est pas une affaire de stratégie politique passagère. C'est beaucoup plus que cela. Israël, qui continue de contrôler la politique états-unienne globale au Moyen-Orient, estime que l'inclusion du Hamas dans le corps principal de la politique palestinienne relèverait plus ou moins le plafond des aspirations et des attentes palestiniennes. C'est cela, et pas le problème du terrorisme, qui est la principale raison de la violente hostilité d'Israël au Hamas.

En outre, Israël considère qu'un Hamas fort s'emploierait à ce que le Fatah ne fasse pas de sérieuses concessions à Israël sur des questions cruciales du statut final comme Jérusalem et les réfugiés.

C'est pourquoi il est probable que la dichotomie entre l'Autorité palestinienne et le Hamas se poursuivra pendant un certain temps, à moins que l'Autorité palestinienne ne se délivre des chaînes de l'asservissement aux États-Unis et l'Union européenne qui considèrent le Hamas comme une organisation terroriste.

Silvia Cattori : *Un officier du renseignement de l'Autorité Palestinienne, Fahmi Shabana al-Tamimi [8], a dénoncé les détournements de fonds publics au sein de l'Autorité palestinienne. A-t-il été entendu ? Où vont les milliards que verse l'Union européenne ?*

Khalid Amayreh : Non, il n'a pas été entendu et n'est pas susceptible d'être entendu. La raison en est claire. Si l'Autorité palestinienne voulait vraiment et sincèrement combattre la corruption, elle devrait démolir l'appareil de l'Autorité palestinienne dans son ensemble parce que la corruption, sous ses diverses formes, n'est que l'autre face du régime de l'Autorité palestinienne. En fait, il y a une relation ombilicale entre l'Autorité palestinienne et la corruption. Cela peut paraître comme une exagération pour beaucoup, en particulier en Occident. Mais, ici, c'est tenu pour acquis. En bref, la corruption infeste tous les aspects de l'Autorité palestinienne tant et si bien que, seule, une révision approfondie et complète de l'Autorité palestinienne pourrait endiguer le fléau de la corruption.

Silvia Cattori : *Quand le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, demande aux autorités légitimes du Hamas (à Gaza) de reconnaître Israël comme condition préalable à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, cela vous paraît-il normal ?*

Khalid Amayreh : Non, ça ne l'est pas. Et il n'a pas le courage de le dire ouvertement devant un public palestinien. D'ailleurs, lui et son Autorité palestinienne ont reconnu Israël, il y a longtemps, et regardez ce qu'ils ont obtenu en retour ?

Silvia Cattori : *L'Organisation de libération de la Palestine, (OLP) a reconnu Israël. Mais est-ce à son honneur ? Quelle est l'utilité de l'OLP ? A-t-elle encore une raison d'être ? Considérez-vous ses représentants au-dehors comme légitimes représentants du peuple palestinien ? Mahmoud Abbas ne se sert-il pas de l'OLP pour diviser les Palestiniens ?*

Khalid Amayreh : L'OLP était un véritable représentant du peuple palestinien. Mais c'était à l'époque où l'OLP maintenait encore son intégrité nationale. Maintenant, à mon avis, l'OLP a perdu une grande partie sinon la totalité de son honneur national, ne serait-ce qu'en se livrant à des actes manifestes de trahison tels que la coordination dite de sécurité avec Israël. Certains Palestiniens appellent déjà l'Autorité palestinienne, la fille de l'OLP, un *judenrat* palestinien.

Silvia Cattori : *Vos représentants à l'extérieur ne semblent pas préoccupés par les abus de l'Autorité palestinienne. Leila Shahid, représentante de la Palestine à Bruxelles continue de se référer à Oslo, aux négociations, et autres non-sens. Notons au passage que cette représentante de l'OLP est considérée, par exemple en France, comme la voix palestinienne légitime par des militants comme Dominique Vidal et Michel Warshavsky, avec lesquels Leila Shahid a donné des conférences en France pendant des années. Les Palestiniens s'attendaient-ils à ce que ces représentants démissionnent, en 2006, quand Abbas et son mouvement du Fatah ont perdu le pouvoir ?*

Khalid Amayreh : C'est vraiment tragique, car ces gens sont censés défendre l'honneur du peuple palestinien, non pas soutenir et défendre aveuglément des politiques qui corrodent cet honneur au service d'Israël.

Mon impression est que ces personnes suivent le vieil adage « quand l'argent apparaît, les têtes s'inclinent » Je suis désolé que certains d'entre nous aient atteint ce niveau de dépravation.

Silvia Cattori : *Quand le représentant palestinien à l' UNESCO, Elias Sambar, ou des membres de l'Autorité palestinienne, stigmatisent l' Iran — un des rares pays de la région qui dénonce Israël sans concession — ou accusent la résistance musulmane palestinienne d'être « chiite » [9], expriment-ils l'opinion de la majorité de votre peuple ?*

Khalid Amayreh : Je ne crois pas. Mon impression est qu'ils se livrent à ces déclamations stupides, afin de recevoir un certificat de bonne conduite des États-Unis et d'Israël. Sinon, on se demande quel intérêt les Palestiniens pourraient bien avoir à s'aliéner des millions de musulmans chiites du monde entier en appelant le Hamas « chiite ».

D'ailleurs, le Fatah et l'OLP n'ont-ils pas supplié à plusieurs reprises le chef du Hezbollah, cheikh Hassan Nasrallah, d'inclure les prisonniers du Fatah dans tout marchandage avec Israël touchant l'échange de prisonniers ? D'où l'hypocrisie de leur part.

Silvia Cattori : *Autre réalité : la collaboration du Fatah avec le camp ennemi. Dans ces conditions, quand les Palestiniens entendent Abbas ou Fayyad parler de « libération de la Palestine », peuvent-ils les croire ?*

Khalid Amayreh : Oui, je ne le sais que trop. C'est vraiment au-delà de la *chutzpah* [insolence] ; c'est une hypocrisie pornographique qui touche à la maladie mentale.

Silvia Cattori : *Vous avez écrit que « le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) fonctionne beaucoup plus comme un parasite de l'Autorité Palestinienne soutenue par les États-Unis ». [10]. N'est-il pas triste de voir qu'à l'extérieur, les associations de solidarité et les groupes de gauche considèrent le FPLP*

comme un parti de gauche et, de ce fait, lui versent des collectes d'argent importantes ? Est-ce une bonne façon d'aider les Palestiniens dans leur ensemble ?

Khalid Amayreh : Le FPLP n'est plus ce qu'il était. Son alliance effective avec un Fatah soutenu par les Etats-Unis a plus ou moins miné sa réputation passée. Par exemple, le FPLP n'a pas adopté une attitude intransigeante vis-à-vis de la question de la coordination de la sécurité avec Israël. Je me souviens qu'il y a deux ans, un commandant de la sécurité de l'OLP a déclaré que « l'Autorité palestinienne et Israël ont un ennemi commun, c'est le Hamas », et le FPLP a gardé le silence face à cette apostasie nationale.

En outre, le FPLP est resté pratiquement silencieux et sans réaction face aux graves attaques de l'Autorité palestinienne contre la liberté d'expression, les droits humains et les libertés civiles en Cisjordanie ; pour de nombreux Palestiniens, cette attitude était impardonnable. Plus précisément, il y a une impression répandue en Palestine occupée que la direction du FPLP a maintes fois permis à la direction de l'Autorité palestinienne d'utiliser l'OLP, dont le FPLP est un membre fondateur, dans son épreuve de force avec le Hamas.

Néanmoins, la plupart des Palestiniens, y compris moi-même, continuent de considérer avec respect et admiration Ahmed Sadate, le chef emprisonné du FPLP. Nous espérons qu'il sera bientôt libéré des prisons sionistes.

Silvia Cattori : *La Mosquée al-Aqsa est un lieu interdit à de nombreux Palestiniens. De nouvelles restrictions interdisent aux musulmans d'aller sur le site du Haram Al-Sharif. Après toutes les peines qu'ils ont endurées de l'occupation israélienne, n'est-ce pas là la plus cruelle des humiliations pour les Palestiniens ?*

Khalid Amayreh : Oui, cela montre aussi qu'Israël refuse aux non juifs la liberté de religion. Comment qualifier autrement ces mesures draconiennes quand les gens venant de Paris ou de Los Angeles peuvent accéder à la mosquée al-Aqsa alors que les musulmans et les chrétiens palestiniens qui vivent seulement à quelques centaines de mètres de là se voient refuser le droit de se rendre et de prier dans leurs lieux saints respectifs ? Même les États les plus fascistes de l'histoire ne se sont pas engagés dans de telles mesures.

Silvia Cattori : *Gaza demeure assiégée malgré les protestations de nombreux musulmans et non musulmans dans le monde. Les Palestiniens de Gaza peuvent-ils continuer de survivre sans secours extérieur ?*

Khalid Amayreh : Les Palestiniens n'ont pas d'autre choix que de survivre. Les Palestiniens ont survécu en dépit de l'histoire parce qu'ils se sont, constamment et fiévreusement, agrippés à ce choix, si on peut appeler ça un choix. La seule alternative était la disparition ultime et l'effacement national.

Néanmoins, il ne fait aucun doute que le cauchemar permanent de Gaza est un stigmate de honte sur le front de la communauté internationale et sur la conscience de toute l'humanité.

Il est plus que regrettable que, alors qu'un peuple entier se voit violé, humilié, affamé, et torturé, les nations du monde regardent juste passivement comme si cet holocauste au ralenti avait lieu sur une autre planète ou dans une autre galaxie. Je ne peux vraiment pas trouver le mot juste pour décrire ce crime gigantesque d'apathie envers Gaza. Maintenant, je comprends pourquoi beaucoup de gens se taisaient quand les nazis faisaient ce qu'ils faisaient en Europe au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Silvia Cattori

Journaliste suisse indépendante, de langue maternelle italienne. Les années qu'elle a passées outre-mer, notamment en Asie du Sud-Est et dans l'Océan indien, en contact étroit avec le milieu de la diplomatie et des agences des Nations Unies, lui ont donné une certaine compréhension du monde, de ses mécanismes de pouvoir et de ses injustices. En 2002, elle fut témoin de l'opération « Bouclier de protection », conduite par Tsahal en Cisjordanie. Elle se consacre depuis à attirer l'attention du monde sur le sort subi par le peuple palestinien sous occupation israélienne.

Auteur de *Asie du Sud-Est, l'enjeu thaïlandais* (éd L'Harmattan, 1979).

[1] Khalid Amayreh, né en 1957 à Hébron, a fait ses diplômes universitaires aux États-Unis : baccalauréat en journalisme à l'Université de l'Oklahoma, 1982 ; maîtrise en journalisme à l'Université de Southern Illinois, 1983. Pendant longtemps, sa vie ne fut pas facilitée par le fait qu'il était le plus souvent confiné par les autorités militaires israéliennes dans son village de Dura, près d'Hébron, où il réside actuellement. Il anime le site internet Exposing Israel.

[2] A propos de citation mensongèrement attribué à Mahmoud Amadinejad « rayer Israël de la carte », voir : « Comment Reuters a participé à une campagne de propagande contre l'Iran », *Réseau Voltaire*, 14 novembre 2005.

[3] *Sarkozy, Israël et les juifs*, par Paul -Eric Blanrue, Oser Dire (Marco Pietteur Eds), 2009.

[4] Cana est un village situé au sud du Liban, où Jésus aurait changé l'eau en vin. De nombreux civils libanais, qui avaient trouvé refuge dans un camp de l'ONU pour fuir les combats, y ont été tués par l'artillerie israélienne, le 18 avril, 1996. Un second massacre y eut lieu le 30 juillet 2006, lorsqu'Israël bombardait un refuge de civils.

[5] « Press conference with Benjamin Netanyahu and Angela Merkel », *Voltaire Network*, 18 janvier 2010. « Les relations d'Angela Merkel avec Israël empêchent la solution du conflit au Proche-Orient », par Judy Dempsey ; et « L'Allemagne et Israël viennent-ils de signer des accords secrets ? », par Karl Müller, *Réseau Voltaire*, 8 février 2010.

[6] « À quand l'État palestinien ? » Tribune libre de Bernard Kouchner et Miguel Angel Moratinos, *Réseau Voltaire*, 23 février 2010.

[7] « Europe should speak to Hamas now », par Khalid Amayreh, novembre 2008. Version française : « L'Europe devrait parler au Hamas, maintenant », *Ism*, 16 novembre 2008.

[8] « Hedonism in Ramallah », par Khalid Amayreh, 18 février 2010. Version française : « Hédonisme à Ramallah », *Ism*, 20 février 2010.

[9] « La menace chiite en Palestine, entre phobies et propagandes », par Jean-François Legrain, CNRS, Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, 1er octobre 2009.

[10] « What is wrong with PFLP ? », par Khalid Amayreh, 16 octobre 2008. Version française : « Qu'est-ce qui ne va pas avec le PFLP ? », *Ism*, 18 octobre 2008.